



Hôpital Pitié-Salpêtrière

27 mai 2025

Seule la mobilisation pourra stopper le soutien des dirigeants impérialistes à ce génocide

Les images de Gaza sont chaque jour plus insoutenables. Les horreurs qu'inflige le régime de Netanyahu à une population civile désarmée relèvent du crime contre l'humanité qui vise à faire disparaître le peuple palestinien. Un « génocide en direct », dit Amnesty International, contre lequel nous, travailleurs, nous devons et nous pouvons agir !

Les larmes de crocodile n'arrêtent pas les massacres

Le Canada, la France et la Grande-Bretagne ont publié un communiqué commun pour dénoncer les « actes honteux du gouvernement Netanyahu ». Mais 40 % des importations israéliennes viennent d'Europe, dans le cadre d'un accord commercial. Le 20 mai l'Union européenne a annoncé « vérifier » si Israël respecte « toutes les dispositions de l'accord, fondées sur le respect des droits de l'homme ». Qu'y a-t-il à vérifier, lorsque chaque jour des dizaines d'enfants, de femmes et d'hommes meurent sous les bombes, ou de faim à cause du blocus imposé par l'armée israélienne ? Pendant le génocide, le commerce continue, y compris celui des armes. Les États-Unis ont annoncé fin avril la livraison de plus de 3 000 nouvelles bombes à larguer sur Gaza. La France n'est pas en reste, qui livre des composants militaires indispensables aux armements israéliens.

Honte à Macron qui continue de criminaliser le soutien à la Palestine !

Quoi qu'ils en disent, les États impérialistes continuent de soutenir Israël car, depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, il est l'un de leurs gendarmes dans cette partie du monde, prêt à intervenir contre les peuples qui se révoltent contre l'ordre capitaliste dans la région.

Voilà pourquoi Macron réprime celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien. Après la menace de dissoudre l'association Urgence Palestine qui organise les manifestations, c'est une enseignante du lycée de Sens qui est suspendue pour avoir organisé une

minute de silence pour Gaza ! Honte ! Honte à ce gouvernement qui couvre les génocidaires et réprime ceux qui dénoncent ce massacre !

Pour détourner l'attention et flatter le racisme, Retailleau fait grand bruit autour d'un rapport sur le prétendu « entrisme des Frères musulmans » en France. Rapport qui pointe en réalité le déclin de ce mouvement. Mais qui parle de « l'entrisme » des soutiens aux génocidaires du gouvernement Netanyahu, depuis les plateaux de CNews jusqu'au plus haut sommet de l'État ? Contre tous les poisons racistes, contre l'antisémitisme comme l'islamophobie, contre les amalgames haineux du pouvoir, unissons nos forces pour dire qu'à Gaza, c'est toute l'humanité qu'on assassine !

Amplifions la mobilisation pour exiger la fin du soutien au génocide !

Si Macron et Starmer critiquent aujourd'hui Netanyahu en paroles, c'est parce qu'ils craignent que sa guerre contre tous les peuples de la région déstabilise les dictatures arabes complices et déclenche des révoltes populaires en Jordanie, au Liban, en Syrie ou en Égypte. C'est tout ce qu'on peut souhaiter... et nous pouvons y contribuer ici en montrant que les génocidaires et leurs complices n'agissent pas en notre nom, pas au nom des classes populaires !

En Israël même, les manifestations continuent : des centaines d'Israéliens se sont rendus sur la frontière avec Gaza pour exiger la fin des bombardements, brandissant des panneaux « *Palestinian lives matter* ». Aux États-Unis, la présidente de l'université de Columbia a été huée par des centaines d'étudiants criant « Free Palestine » et « Free Mahmoud », cet étudiant palestinien arrêté pour avoir manifesté en soutien à la Palestine. À la Haye, plus de 100 000 personnes ont manifesté pour exiger la rupture des relations avec Israël. Oui, c'est bien la seule chose qui permettra de mettre un terme à ce génocide : poursuivre et amplifier la mobilisation pour stopper le soutien de nos gouvernements à l'État israélien !

L'oncologie fait des miracles : - de lits, + de patients

En hôpital de jour d'oncologie, les collègues jonglent déjà avec 12 boxs pour accueillir jusqu'à 58 patients quotidiens. Une performance d'équilibriste, applaudie par personne... sauf la direction. Mais que fait-elle ? Elle ferme 8 lits d'hospitalisation classique. Résultat : les patients en plus iront... en hôpital de jour, pardi ! Toujours 12 boxs, toujours le même effectif, mais un public grandissant. Un tour de passe-passe budgétaire qu'on appelle, dans le jargon, « faire mieux avec rien ».

Prime de risque... de suppression !

À l'AP-HP, la direction a trouvé un nouveau filon pour faire des économies sans trop se fatiguer : traquer les « primes officieuses ». Comprenez : ces petites primes internes, négociées au fil des années pour compenser des conditions de travail insupportables.

Finies les miettes de reconnaissance : désormais, toutes les primes passent à la moulinette budgétaire. L'objectif ? Voir lesquelles peuvent disparaître sans trop de bruit. Les agents sont priés de continuer à trimer... mais sans les bonus. De toutes façons ce qu'on veut c'est des augmentations de salaire.

Urgences en mode démerde

La semaine dernière, aux Urgences, il manquait 5 collègues à l'appel. Rien de nouveau sous les néons clignotants de l'hôpital. Sauf que cette fois, même la rustine habituelle n'a pas tenu : impossible de les remplacer. La faute au service de suppléance, ex-équipe de secours, aujourd'hui en voie de disparition. Trop de départs, pas de remplaçants, et une direction qui gère les absences à la roulette russe.

Pool sous l'eau

Tu peux aller en pneumo ce matin, en réa cette aprem, et rester cette nuit alors que t'as déjà fait 7 heures ? – Une journée classique au pool. Mais le pool, c'est pour remplacer des cas exceptionnels : tout l'hôpital ne devrait pas fonctionner avec ça ! Là clairement, le pool se retrouve à combler des manques d'effectifs permanents : tel jour, il manquait 4 collègues aux Urgences, le lendemain 5, etc. Et c'est pas la faute aux collègues malades ou absents – les plannings sont faits comme des gruyères, parce qu'ils refusent d'embaucher, c'est tout.

La nuit, tous les abus sont gris

Faute de relève, l'encadrement fait pression sur l'infirmière de l'après-midi pour enchaîner direct sur la nuit. Début à 13h, fin à 7h du mat'. Une petite journée de 18 heures, tranquille. La direction ? Elle dort sur ses deux oreilles. Pas sûr que ce soit le cas de la collègue.

Toulouse : grève sous tension, chantage sous perfusion

En Réa pédiatrique à l'hôpital de Toulouse, les soignants tirent la sonnette d'alarme : sous-effectif chronique, conditions intenable, précarité à gogo.

La direction, elle, répond par le chantage : assignations à répétition et petits CDD promis à ceux qui se taisent. Mais malgré les pressions, les collègues tiennent bon. Brassard au bras, courage en bandoulière, ils soignent... et ils l'ouvrent.

Usés, pressés, reclassés... ou virés ?

L'AP-HP et le gouvernement jurent s'occuper des collègues usés par le boulot. Ils en font des caisses sur leur « protocole handicap », sensé permettre de reclasser les collègues.

En vrai ? Pressions à gogo, reclassements bidons, et un seul référent handicap pour 6 hôpitaux. On se moque de qui ?

Note de Revel sur l'AP-HP : le pilote plante l'avion

Dans une note publiée par Terra Nova, Nicolas Revel, directeur de l'AP-HP, propose de résorber les 14 milliards de déficit de la branche maladie, causés selon lui « essentiellement » par les hausses salariales post-Ségur. Le culot.

Il reconnaît la nécessité d'améliorer les conditions de travail... tout en appelant à « revoir la régulation économique » du système. Traduction : mieux contrôler les arrêts de travail, les transports sanitaires, les prescriptions « non-pertinentes », et fermer des petites structures de proximité, malgré un moratoire tout juste voté sur les maternités.

Côté innovation, il prône le suivi à distance des maladies chroniques par IA. Une modernisation qui pourrait surtout ouvrir un peu plus la porte aux acteurs privés.

Pendant ce temps, à l'AP-HP, les contractuels ne sont pas renouvelés, les plannings explosent, les salaires stagnent — et le malaise grandit.

Antilles : une breloque pour le plus riche

Le Groupe Bernard Hayot a été une des cibles ces derniers mois des manifestations contre la vie chère aux Antilles.

L'entreprise a une position dominante dans la grande distribution et les concessions automobiles et en profite pour pratiquer des prix prohibitifs. Autant de bonnes raisons sans doute pour lesquelles Bernard Hayot, son PDG, vient d'être promu par Macron grand officier de la Légion d'honneur. Aux exploiters et aux profiteurs, la patrie reconnaissante.

